

L'État et la crise économique de 2008

George Stathakis

L'État dans l'ère néolibérale

Dans la tradition de Foucault, l'État n'est pas considéré comme un agent rationnel situé en dehors de la société et destiné à servir les intérêts des classes dominantes. Il est plutôt une source de pouvoir, diffusé au sein des institutions et des pratiques sociales. À cet égard, ce que l'État fait en tant que législateur, en tant que pratique institutionnelle et au travers des actions spécifiques d'agences de toute sorte, est ou peut être considéré comme un ensemble de relations de pouvoir diffusées au sein de l'État et de la société selon les principes spécifiques de gouvernement ¹, un processus de restructuration permanente des méthodes et des formes de gouvernance. Parallèlement, il existe toujours un fossé entre les objectifs déclarés et/ou les moyens et les pratiques réelles. Quoi qu'il en soit, l'État doit être examiné dans un cadre plus vaste, centré sur le pouvoir et les moyens dont ces structures de pouvoir sont diffusées au sein des pratiques sociales. Les intérêts de classe font partie de ce processus, mais fonctionnent au sein d'un spectre d'intérêts, de pratiques administratives et d'idées conflictuelles qui ont tendance à produire des résultats contradictoires.

Cette perspective, utilisée par Foucault dans ses études sur la folie, la sexualité et la prison, semble peu pertinente pour notre étude économique. Pourtant, elle pourrait devenir une méthode très utile pour comprendre le rôle de l'État dans l'ère néolibérale, ainsi que le « retour de l'État » en réponse à la crise actuelle.

L'une des principales caractéristiques de l'ère néolibérale est que l'État a été discrédité en tant que producteur de biens et de services, un processus qui a conduit à des privatisations massives, alors qu'il continuait à contrôler une grande part du PIB, comme par le passé. Les dépenses publiques et bien sûr les recettes publiques, augmentées par les impôts, sont restées à un niveau de 45 à 50 % du PIB dans la plupart des économies capitalistes développées. Même des économies plus solides, les États-Unis en premier, ont énormément augmenté leur dette publique. Ainsi, un changement drastique s'est produit dans la façon dont l'État fonctionnait dans l'économie. On a pu assister à des changements majeurs dans la composition des dépenses publiques ou à l'augmentation des recettes publiques, sans qu'il n'y ait nulle part une forte tendance au « retrait de l'État ».

L'État en est arrivé à quatre actions différentes :

- il a continué à soutenir les systèmes de protection sociale existants, tout en supprimant une partie et en privatisant certains des services,
- il a soutenu les marchés privés par des investissements d'infrastructure, toute une gamme d'anciennes et de nouvelles subventions (armement, agriculture, certaines industries),
- il a eu un rôle décisif sur les marchés mondiaux des contrats interétatiques (armement, énergie, aviation civile, infrastructures),
- il a conservé le monopole des politiques monétaires, suivant dans la plupart des cas des politiques de croissance induite par le crédit conduisant à la bulle financière.

Cet État néolibéral a exigé des politiques anti-inflationnistes. Celles-ci ont été appliquées par pratiquement tous les gouvernements du monde, afin d'attirer des capitaux et des investissements. Dans les années 1990, le FMI, avait poursuivi de telles politiques et exercé un grand pouvoir à cet égard. Le secteur financier s'emparant de la gestion du flux international de marchandises et de monnaie, tout recul du « dogme » dominant pouvait être pénalisé par les fournisseurs de fonds internationaux.

Mais en réalité, les économies développées, tout en prêchant le dogme néolibéral, ont accumulé les dettes, ce qui était une contradiction majeure. Ce paradoxe a commencé dans les années Reagan et continué sans interruption (avec une brève interruption sous l'administration Clinton) jusqu'à aujourd'hui. Il constitue l'une des grandes caractéristiques de cette ère, non seulement aux États-Unis mais aussi dans de nombreuses économies d'Europe.

Cette dette croissante implique que l'État, plutôt que de perdre de l'importance, a continué à jouer un rôle central dans le processus d'accumulation, assez différent de la période de capitalisme réglementaire de 1930 à 1980. L'État a eu une place centrale dans les analyses des écoles de pensée radicales, celles

voyant le capitalisme dans un état de stagnation permanent, ou celles insistant sur la chute du taux de profit ou la compression du profit ².

L'économie mondiale

Au cours de ces deux derniers siècles, la crise économique a toujours été internationale, et non nationale. Des crises nationales ont pu se produire occasionnellement, mais elles avaient un fort élément international ou étaient dérivées de circonstances très particulières. En tout état de cause, elles sont peu pertinentes face à la crise actuelle.

Les crises économiques internationales sont le fruit d'une perturbation importante entre les flux internationaux de marchandises (commerce international) et le flux monétaire international (réseau financier). Dans toute période historique, le flux international de marchandises crée des économies nationales en excédent ou en déficit commercial avec le reste du monde. Le flux monétaire doit aller dans la direction opposée afin d'équilibrer le système. Une économie nationale comme celle de la Grèce, qui connaît un grand déficit commercial permanent, a toujours dépendu d'un afflux de capitaux positif généré par le trafic maritime, le tourisme, les fonds envoyés par les migrants, les investissements étrangers et, surtout, les prêts étrangers.

Le système international qui régleme ces deux flux a toujours eu un ensemble de règles spécifiques. Au 19^e siècle, sous l'hégémonie britannique, il s'agissait d'une combinaison de libre-échange et d'étalon-or. L'étalon-or a été réintroduit quelque temps au cours de l'entre-deux-guerres (1926-1931), une initiative qui s'est avérée désastreuse et a contribué à la crise de 1929. Pendant l'après-guerre, Bretton Woods (1945-1971) était un système de taux de change fixes, dans lequel l'or a été remplacé par le dollar et les États-Unis, principale économie en excédent commercial, étaient le premier pourvoyeur de capital, sous différentes formes, pour le reste du monde.

Cette perspective a été utilisée par Kindleberger dans son étude classique sur la crise de 1929 ³. La récession des années 1930 s'explique par les arrangements instables qui ont suivi la Première guerre mondiale. Le système qui est apparu comprenait les lourdes réparations de guerre dues par l'Allemagne (que Keynes a été si prompt à critiquer) et les arrangements relatifs à la surévaluation de la livre sterling et du franc français. Ceci a conduit à une instabilité permanente du système international, que les Américains étaient prêts à financer grâce à des prêts jusqu'à un certain point seulement. En 1926, le retour à l'étalon-or a encore empiré les choses. Le refus des États-Unis et l'incapacité de la Grande-Bretagne à soutenir ce système l'ont fait échouer.

Au cours de la période keynésienne d'après-guerre, les États-Unis sont devenus le fournisseur de fonds central pour le système de Bretton Woods. Après la crise de 1970, un certain nombre de changements ont eu lieu. À partir

de 1980, aucun cadre réglementaire n'a été établi pour le système financier international. De plus, les États-Unis ont connu un déficit commercial de plus en plus important à partir de la moitié des années 1980, ce qui a nécessité un afflux de capitaux constant en provenance du reste du monde. Enfin, les taux de change des différentes devises sont devenus négociables sur les marchés internationaux et les marchés financiers ont été déréglementés.

Ces évolutions ont entraîné une fluctuation permanente des taux de change des devises principales, ce qui a encouragé des mouvements spéculatifs et a souvent conduit à de graves crises financières (Mexique 1995, Asie du Sud-Est, Russie, Brésil, 1998, Argentine 2001). Toute une série de stratégies ont été progressivement formulées afin de protéger les économies de telles fluctuations. L'Union européenne a adopté une monnaie commune, la Chine a opté pour la « dollarisation », tandis que d'autres économies (le Brésil et la plupart des économies d'Amérique latine) se sont retirées de la « dollarisation » afin d'éviter des crises majeures.

Depuis 1990, et après les grands changements géopolitiques liés à la chute du bloc oriental ainsi qu'au changement de cap de la Chine, l'économie mondiale est entrée dans une phase de croissance intense des flux internationaux de marchandises, d'investissements et de monnaie. En matière de production industrielle, la Chine est devenue la puissance mondiale montante. La Russie a retrouvé sa position de grand fournisseur d'énergie. L'Europe a instauré l'union monétaire, s'est étendue vers l'Est et les Balkans et est restée une zone économique en excédent commercial, notamment grâce aux exportations allemandes. Les flux monétaires ont été centralisés à New York et à Londres, gérant une grande partie de l'épargne mondiale et se déplaçant à partir de là dans toutes les directions possibles sous forme d'investissements, de prêts et de capital spéculatif.

La croissance de l'économie mondiale a été le résultat de l'effet combiné du changement technologique (hausse de la productivité aux États-Unis, en Europe et au Japon), de la disponibilité d'une main-d'œuvre abondante et bon marché (en Chine, en Inde et dans d'autres pays où l'urbanisation était intense) et de la croissance du marché mondial. Les économies capitalistes développées sont devenues des économies de service (aux États-Unis, l'agriculture emploie 3 % de la population et l'industrie 12 %). L'industrie s'est déplacée vers les pays en développement. Presque partout dans le tiers-monde, les économies rurales se sont effondrées et la migration a touché un grand nombre de personnes. Près de 1,5 milliard de personnes se sont déplacées vers les mégapoles urbaines ou d'autres pays.

Malgré la poursuite de la croissance et l'amélioration de la plupart des indices économiques de l'économie mondiale, les inégalités sociales ont énormément augmenté dans les pays développés, de grandes parts de populations sont restées complètement marginalisées (comme en Amérique latine), tandis

que l'inégalité internationale a progressé en raison de l'absence de croissance dans certaines régions (Afrique subsaharienne).

L'économie américaine

Le rôle de l'économie américaine, où la crise économique actuelle a émergé, est stratégique dans l'économie mondiale. Elle représente 23 % de l'économie mondiale, un pourcentage légèrement inférieur à l'Union européenne (25 %). Avec le Japon et d'autres économies développées, où 1 milliard de personnes vivent, sa part est de près de 80 % du revenu mondial, contre 20 % seulement pour les 5 milliards de personnes restantes.

À partir de la moitié des années 1980, les États-Unis ont commencé à être en déficit commercial. Jusqu'en 1980, il s'agissait d'une économie relativement « fermée », avec des importations et des exportations de l'ordre de 3 à 5 % du PIB. Depuis, les importations ont bondi à environ 15 à 17 % du PIB et les exportations autour de 10 %. Les exportations américaines consistent essentiellement en de l'armement, des produits agricoles et de la technologie. En outre, un grand nombre de capitaux a été utilisé pour des investissements indirects ou des activités spéculatives. Ces 20 dernières années, le déficit commercial n'a cessé d'augmenter.

Il a été financé de deux façons. De 1980 à 1995, la vente de bons du Trésor a été la première source. Cela supposait un dollar fort et des taux d'intérêt élevés afin d'attirer l'épargne mondiale. Après 1995, la politique s'est orientée vers des « titres structurés » de toute sorte. La dite « révolution financière » a instauré toute une gamme de nouveaux titres et s'est accompagnée d'une explosion de la consommation et des crédits logement aux États-Unis.

Ce boom immobilier a eu lieu après 1998 (les crédits ont atteint 40 % du PIB américain), suite à la prise de contrôle du marché du « *fridge banking* » par les banques. Il s'agissait de systèmes parallèles de microfinancement en faveur de la population pauvre (estimée à 20 % de la population américaine) qui n'avait aucun accès au système bancaire. Toutefois, dans la nouvelle ère, ce qui a attiré les banques étaient les taux d'intérêt plus élevés de ces systèmes parallèles.

Elles se sont emparées de ces activités à haut risque et ont assuré les prêts auprès des compagnies d'assurance ; ces titres ont ensuite été divisés en plus petites unités, mélangés à d'autres titres de toute sorte, puis les banques d'investissement de Wall Street les ont vendus sur les marchés américain et mondial. D'Athènes à Manille, les acheteurs ont été attirés par les taux d'intérêt élevés offerts par divers fonds structurés de Lehman Brothers, ignorant la source de ces taux. Avec la croissance du marché, les banques de retour chez elles étaient prêtes à accorder des prêts aux populations pauvres, sans se soucier de leur capacité à rembourser, tant qu'il y avait de la demande pour ces ti-



Lors d'une réunion d'une mission internationale des Droits de l'Homme, Salomon de Jesus Escoto Salinas affirme que toutes les violations des droits de l'homme sont à attribuer à l'armée.

tres dans le monde. En période de faiblesse de l'inflation et des taux d'intérêts, ce système était prêt à investir dans des titres à haut risque, à partir du moment où il pouvait offrir des produits à « rendement élevé ».

Ces « prêts aux pauvres » ont atteint mille milliards de dollars. Il faut compter encore mille milliards supplémentaires pour les prêts à court terme des grosses entreprises qui obtenaient les crédits directement auprès des investisseurs et non des banques, et encore mille milliards pour les prêts des organisations publiques (autorités locales, universités et autres). Ces 3 000 milliards faisaient partie du processus de financiarisation émettant tous types de titres.

L'ensemble représentait 25 % du PIB américain, soit près de 5 % du revenu mondial. En termes réels, il est devenu le plus important « secteur d'exportation » de l'économie américaine.

Parallèlement, ces nouveaux instruments financiers étaient même utilisés dans les domaines de crédit traditionnels. Ainsi, de nombreux pays d'Europe orientale recevaient des prêts au secteur étatique à court terme de la part des banques internationales, mais sous forme d'échanges. Lorsque leur devise a été sous-évaluée en pleine crise, ils ont dû rembourser leurs prêts à des taux de change prédéterminés, ce qui était pratiquement impossible.

La « révolution financière » semblait profiter à tout le monde. Tant que les prix de l'immobilier augmentaient, les « pauvres » bénéficiaient de gains annuels. Outre leurs activités traditionnelles, les banques ont trouvé un nouveau secteur économique de prêts commerciaux et de polices d'assurance et ont alors cherché à abolir la législation de 1933 leur interdisant de participer à des activités d'investissement. Cette législation a d'abord été révisée en 1998 par Bill Clinton, en échange de prêts aux « pauvres », puis abolie par l'administration Bush en 2001 et 2003. Wall Street s'est retrouvé au milieu de la plus grande euphorie jamais connue.

Au cours de son second mandat, Bush a promis « une nouvelle maison pour chaque famille américaine », sans se soucier de la stagnation des salaires et de la baisse des prestations sociales, et Greenspan s'est présenté lui-même comme le créateur d'un nouveau « miracle américain ». Pendant plus d'une décennie, la croissance de l'économie a été fondée sur les nouvelles constructions et le boom de la consommation. Greenspan a défendu l'augmentation infinie du déficit commercial et se préoccupait moins du déficit budgétaire (dont la coûteuse guerre en Irak). En réalité, tant que le reste du monde versait de l'argent dans l'économie américaine grâce à ces « produits financiers », le système semblait fonctionner assez efficacement.

Comme cela se produit dans ces cas-là, une crise apparaît lorsqu'un indicateur commence à chuter. C'est la baisse du prix des maisons, fin 2007, qui a marqué le renversement de situation. La « bulle financière » a éclaté neuf mois plus tard. Greenspan a déclaré qu'un « certain nombre d'erreurs » avaient probablement été faites, car le système était trop dépendant de la disponibi-

lité des crédits à un très faible coût. Les marchés boursiers ont chuté de 40 à 50 % partout dans le monde. La crise s'est faite un nom décrivant assez bien la situation : la « crise du crédit ». L'idée selon laquelle les marchés financiers s'autorégulent ou peuvent s'autoréguler s'en est allée.

Si l'on peut considérer la crise du crédit comme un phénomène de stratégies « irrationnelles » poursuivies par les intérêts particuliers à Wall Street, ces stratégies spéculatives ne sont possibles qu'en période de véritable croissance économique, lorsque l'économie réelle – et dans ce cas l'économie mondiale – est en phase de croissance. L'inverse est impossible. Ainsi, le boom spéculatif de cette dernière décennie a été rendu possible par la croissance réelle de l'accumulation mondiale de capitaux. Toutefois, ce processus a lieu dans des conditions historiques très particulières, où l'économie la plus forte est incapable d'équilibrer le flux international de marchandises et de monnaie et est en fait le principal facteur de nouveaux déséquilibres. Les États-Unis ne sont pas en mesure de soutenir le système d'économie mondiale actuel.

La récession mondiale

La « crise du crédit » a conduit à une « évaporation de la richesse », comme Marx le soulignait par le passé. Diverses formes de richesse liées à la « bulle financière » (fonds d'investissement arabes, millionnaires russes, bourgeoisie du tiers-monde) ont vu la valeur de leurs investissements diminuer. La classe moyenne américaine a découvert que l'ensemble de sa richesse investie (maison, marché boursier, assurances privées) avait perdu la moitié de sa valeur en deux mois.

L'« Amérique des entreprises » (à savoir les conglomérats bancaires, les grandes compagnies d'assurance et les 500 plus grosses entreprises) était victime d'un effondrement de sa valeur boursière. Pire encore, les banques et les compagnies d'assurance étaient incapables de dresser le bilan. Les problèmes des entreprises étaient issus de sa profonde implication dans la « bulle financière ».

Une crise du secteur financier ne conduit pas nécessairement à la récession. Ces 30 dernières années, l'économie réelle a été relativement épargnée en de nombreuses occasions. Pourtant, dès que la crise financière de 2008 a commencé, le « fantôme de 1929 » est réapparu. 2008 n'était donc pas perçue comme une bulle ordinaire.

En 1929, c'est quand la crise boursière a gagné l'économie réelle que la plus forte récession de l'histoire moderne s'est produite (1930-1933). L'année 1929 fait date en théorie économique. Elle a donné lieu au keynésianisme (1930-1980). Les monétaristes (Friedman *et al.*) ont beaucoup travaillé sur cette question. Le principal aspect de l'interprétation monétariste est que 1929 ne représentait pas une défaillance des marchés privés, comme Keynes l'af-

firmait, d'où la nécessité que l'État réglemente en permanence le système. Ce sont plutôt les politiques erronées des institutions d'État (les autorités monétaires) qui auraient entraîné la récession. Concrètement, c'est le fait d'avoir laissé les banques faire faillite, réduisant ainsi la masse monétaire dans l'économie et conduisant à une contraction de l'économie réelle.

L'effet de ces thèses a été direct en 2008. La plupart des gouvernements du monde ont réagi à la crise de 2008 en essayant de « sauver les banques » à tout prix. Le dogme monétariste dominant de l'ère néolibérale a dicté la réponse à la crise, certainement en Europe occidentale, peut-être moins aux États-Unis. Le gouvernement Obama semblait prêt à développer l'intervention de l'État dans l'économie par des moyens aussi bien monétaires que fiscaux, plutôt que de suivre à la lettre le dogme « sauver les banques » et « augmenter la masse monétaire ».

En 2009, la récession s'est accélérée partout dans le monde, pour trois grandes raisons :

- a. Le montant de la « bulle financière » est de 3 à 4 000 milliards de dollars, ce qui représente près de 5 % du PIB mondial. En réalité, une croissance nulle ou une croissance négative mineure pendant quelques années est presque inévitable avant que les valeurs fictives et réelles de la richesse mondiale s'équilibrent à nouveau.
- b. Le système de taux de change flexibles entre les devises fondamentales (dollar, euro, yen) génère, et pourrait encore générer, plus d'instabilité. Une coordination macro-économique est nécessaire pour stabiliser le système financier international, toutefois les réunions successives du G 8 et du G 20 ont eu des résultats minimes. Les États-Unis et la Chine semblent davantage keynésiens dans leur réponse à la crise, tandis que l'Union européenne reste profondément ancrée dans le néolibéralisme. Concrètement, on laisse à ces deux économies le soin de sortir l'économie mondiale de la récession.
- c. Le danger d'une déflation reste élevé et a déjà des répercussions importantes sur les économies du tiers-monde, qui dépendent des exportations et des matières premières. L'impact de la récession sur les économies du tiers-monde a un coût social énorme. La stabilisation du prix des matières premières et l'apport d'une aide massive aux économies en difficulté sont nécessaires dans toute politique visant à soutenir la demande mondiale.

Notes

1. Graham Burchell, Colin Gordon et Peter Miller (eds), *The Foucault Effect. Studies in Governmentality*. (The University of Chicago Press, 1991).
2. John Bellamy Foster et Fred Magdoff, « The Great Financial Crisis » (*Monthly Review Press*, 2009).
3. Charles Kindleberger, *Maniacs, Panics and Crashes. A History of Financial Crises* (John Wiley, 1978).